

FACILITÉ ÉLARGIE DE CRÉDIT

La cinquième tranche dans les tuyaux

Le décaissement de la cinquième tranche de l'appui du FMI devrait intervenir dans les prochains jours d'après son représentant résident Marc Gérard.

DANS les temps. Le représentant résident du Fonds monétaire international (FMI) Marc Gérard a fait savoir que le décaissement de la cinquième tranche de l'appui dans le cadre du programme de Facilité élargie de crédit (FEC) devrait intervenir dans les prochains jours, sauf incident majeur. Sans préciser de date, il a indiqué que le dossier devrait être transmis au Conseil d'administration du FMI d'ici la fin de la semaine. «*Nous sommes dans les temps*», a-t-il souligné hier au téléphone, avançant surtout des délais administratifs. Marc Gérard a poursuivi que l'équipe du FMI a continué à discuter avec le gouvernement après la mission de revue du programme en juin. Motif de satisfaction d'après notre interlocuteur, l'établissement entre temps de la nouvelle structure des prix des carburants et l'adoption de l'ordonnance sur le recouvrement des avoirs illicites. Ces points entrent, d'ailleurs, dans les recommandations des services du FMI, lors de

PHOTO : CLAUDE RAKOTIBE



Le représentant résident du FMI Marc Gérard.

la dernière mission de revue. Ces services ont «*encouragé les autorités à adopter un mécanisme de tarification qui aligne les prix à la pompe sur les coûts, reflétant les évolutions des prix mondiaux, en parallèle avec des mesures sociales ciblées pour protéger les plus vulnérables de l'impact d'éventuels ajustements futurs*», précisait le communiqué, à la fin de la mission. En ce qui concerne l'adoption de la loi sur le recouvrement des avoirs illicites,

les services du FMI ont appelé le gouvernement à en faire une «*priorité urgente pour compléter le cadre juridique visant à combattre la corruption*». **L'épine Jirama** Pour ce qui est de l'amélioration de la situation financière de la Jirama, Marc Gérard a indiqué que le FMI était attentif aux efforts fournis par les autorités qui vont dans ce sens. Sur ce point, aucune

communication n'a été faite, depuis plusieurs semaines, concernant la renégociation des contrats avec les fournisseurs d'électricité et de carburant. Le silence radio en dit long sur la difficulté des autorités et des fournisseurs à trouver un consensus, les pourparlers ayant été entamés au mois de février. Une source proche du dossier confirme l'os sur lequel est tombé le gouvernement. D'après elle, des propositions ont été faites d'un côté comme de l'autre mais cela n'a pas suffi pour trouver un terrain d'entente. La source de poursuivre qu'il y a eu un moment de flottement ces dernières semaines avec les législatives et dernièrement la démission du gouvernement. «*Pour le moment, nous n'avons donc pas encore de visibilité sur la fin des négociations*», a lancé notre interlocutrice. Quoi qu'il en soit, les contrats des fournisseurs de la Jirama constituent, d'ores et déjà, un dossier délicat sur lequel devra se pencher la nouvelle équipe de Christian Ntsay. **Tolotra Andrianalihaz**